

## Les élus se mobilisent

# Crise de la psychiatrie en Loire-Atlantique, fermetures de lits et saturation des hôpitaux

Le Premier Ministre Michel Barnier a décidé de faire de la santé mentale une grande cause nationale en 2025 : la dégradation de la santé mentale des françaises et des français est préoccupante, particulièrement pour la jeunesse, les enfants et les adolescents, comme en témoignent l'ensemble des professionnels, équipes éducatives, acteurs associatifs et institutionnels, parents.

Dans le contexte national d'une prise en charge dégradée des patients en psychiatrie d'une offre de prévention et de soin pas à la hauteur des besoins, notamment en Pays de la Loire, la situation de la Loire-Atlantique est particulièrement alarmante.

A titre d'exemple très concret, en raison de nombreux départs de médecins ces derniers mois et des difficultés à les remplacer, l'hôpital de Blain EPSYLAN (Établissement Psychiatrique de Loire-Atlantique Nord) a été contraint de fermer des lits et de réduire les admissions en psychiatrie quand bien même les besoins de la population s'accroissent : 2 unités y ont été fermées en 2023, soit 34 lits. S'en est suivi un gel de 16 lits supplémentaires cet été faute de personnel. Il ne reste donc à EPSYLAN que 20 places d'admission (sur 74) pour un bassin de 340 000 habitants qui couvre 55% du territoire du département. Or ces derniers lits d'hospitalisation sont également menacés à très court terme !

L'urgence de la situation ne peut être sous-estimée. La fermeture des lits d'hospitalisation d'EPSYLAN exerce une pression énorme sur les autres établissements psychiatriques du département. Les patients ne trouvant pas de place à EPSYLAN se tournent vers les autres établissements, également saturés, augmentant ainsi les temps d'attente et compromettant la qualité des soins pour tous les patients. Cette surcharge pourrait mener à une détérioration supplémentaire des conditions de travail pour les professionnels de santé, entraînant un cercle vicieux de départs et de pénurie de personnel.

A la pénurie médicale nationale s'ajoutent des disparités territoriales dans l'accès aux soins à l'échelle du département de Loire-Atlantique. Les présidents des conseils de surveillance des quatre établissements hospitaliers se mobilisent.

**Nicolas OUDAERT, président du Conseil de surveillance d'EPSYLAN, maire du Gâvre, vice-président de la communauté du Pays de Blain et conseiller départemental** souligne : *« L'hospitalisation en psychiatrie doit impérativement être préservée sur tous les territoires. Il serait purement impensable de ne plus avoir de moyen pour prendre en charge des patients en crise, alors même que notre hôpital a su ces dernières années construire des parcours de soin admirables. Collectivement, nous devons être à la hauteur et faire les efforts nécessaires pour que l'accès aux soins reste possible sur plus de la moitié du département de Loire-Atlantique »*, souligne.



M. Bigeard, N. Oudaert, J. Rolland et D. Samzun (de gauche à droite) ce vendredi 8 novembre lors des rencontres Économies et Territoires

Un avis partagé par ses homologues : Myriam BIGEARD, Conseillère Départementale et Présidente du Conseil de surveillance du Centre Hospitalier Georges Daumézon, David SAMZUN, Président de Saint-Nazaire agglomération et Johanna ROLLAND, Maire de Nantes et Présidente du Conseil de surveillance du CHU de Nantes. Tous tiennent à alerter l'Etat sur ces fermetures de lits en psychiatrie et leur incidence grave pour les habitants et les professionnels.

Tous quatre saluent l'engagement des personnels et appellent à une solidarité renforcée entre les différents centres hospitaliers pour partager les ressources et les bonnes pratiques. Ils entendent construire des réponses communes mais demandent également un rattrapage en faveur du département de Loire-Atlantique, absolument décisif pour apporter une réponse structurelle aux souffrances de trop d'étudiants, jeunes, enfants et, plus globalement, à celles de l'ensemble de la population.

Face à cette situation critique, les présidents des conseils de surveillance des hôpitaux de la Loire-Atlantique, soutenus par l'ensemble des acteurs de la santé mentale du territoire, appellent le gouvernement à débloquer des moyens exceptionnels pour garantir un accès égalitaire aux soins psychiatriques pour tous les habitants, particulièrement les plus vulnérables. Ils demandent également la mise en place d'un plan de recrutement et de formation de personnel médical qui réponde aux besoins spécifiques de chaque région.

La santé mentale des jeunes, des enfants et des familles est un pilier essentiel du bien-être et de la stabilité sociale. Si cette crise continue, elle aura des conséquences durables non seulement pour les individus concernés, mais aussi pour le tissu social et l'économie locale. L'augmentation des troubles psychiatriques non traités entraîne des risques accrus de déscolarisation, de marginalisation et de perte d'insertion professionnelle, mettant en péril l'avenir de nombreux jeunes et de la société toute entière.

**Parce que la santé mentale est l'affaire de tous, il est temps que chacun – pouvoir publics, associations, familles - prenne part à cet enjeu de société. Ensemble nous pouvons agir pour garantir à chaque enfant, chaque adolescent et chaque adulte l'accès à des soins et à un soutien adaptés.**

**Johanna ROLLAND, Maire de Nantes**

*« La santé mentale de nos concitoyens se dégrade en France, particulièrement chez les jeunes, plus d'un enfant sur 10 étant touché par un trouble. Face à ces situations nécessitant un recours plus important aux soins d'urgence, ce sont des familles en souffrance, souvent démunies face aux difficultés de prise en charge. L'engagement du Groupement Hospitalier de Territoire, des professionnels de santé ou encore la mobilisation des collectivités est essentiel pour participer à la construction de réponses. À Nantes, pour protéger nos concitoyens, nous agissons de la prévention au soin, en passant par l'innovation : formation premiers secours en santé mentale, santé scolaire, permanence d'accueil de la Maison des Adolescents, maisons de santé ou encore le dévoilement de Gina, lieu totem de l'innovation en santé sur l'île de Nantes. La santé mentale est un enjeu majeur de notre société. Elle nécessite un plan national d'urgence, notamment pour la psychiatrie. A rebours de la fermeture de lits engagée par le Gouvernement, la psychiatrie a besoin de services d'urgences renforcés, de CMP en capacité d'accueillir sans délai et de plus grandes capacités d'accueil en psychiatrie adulte et enfant. »*

**David SAMZUN, Président de Saint-Nazaire agglomération**

*« Une partie des Françaises et des Français va mal ; et ils et elles sont de plus en plus jeunes. A Saint-Nazaire et son agglomération, nous agissons et innovons avec nos partenaires au travers d'actions concrètes : formation des professionnel·les, des jeunes volontaires en ambassadeurs en santé mentale, accompagnement des enfants sur les risques psycho-sociaux, les parents... Mais pour que ces actions aient un impact, c'est toute la chaîne de l'offre de soins de la santé mentale qui doit avoir des moyens suffisants et la capacité d'accueillir les situations qui le nécessitent. Alors que les besoins sont grandissants, la fermeture de lits voire de service n'est pas acceptable : le mieux-être de nos concitoyens, du plus jeune au plus âgé, doit être une priorité. »*

**Myriam BIGEARD, Conseillère Départementale et Présidente du Conseil de surveillance du Centre Hospitalier Georges Daumézon**

*« L'ensemble de la communauté professionnelle du CH Georges Daumézon partage le très fort sentiment d'inquiétude concernant la situation d'EPSYLAN. Il est indispensable que les pouvoirs publics se mobilisent de la manière la plus énergique possible afin d'éviter le risque d'une crise sanitaire majeure, tant il est à craindre que la fragilisation du dispositif hospitalier sur le Nord du département aurait des effets immédiats sur le reste du territoire départemental. »*